

Motion au CA contre la réforme des rentrées 2024 et 2025

Grands principes :

Nous, personnels du collège Lamartine, fonctionnaires ou contractuels de la République française, attachés aux valeurs et aux principes républicains d'une école émancipatrice, refusons collectivement, au nom de la Liberté, de l'Égalité, et de la Fraternité, la réforme du collège imposée dans la plus grande précipitation et sans concertation par le Ministère de l'Éducation Nationale et fortement impulsée par l'actuel Premier ministre Gabriel Attal.

La réforme :

Celle-ci exige des personnels qu'ils trient les élèves dans des groupes de niveaux en français et en mathématiques en 6è et 5è à la rentrée 2024 ainsi qu'en 4è et 3è à la rentrée 2025. Elle fait le choix de mesures qui sanctionnent et qui trient les élèves, mettant ainsi à mal la démocratie scolaire et la mixité sociale fondatrice de la société et de notre fraternité républicaine.

Inconvénient 1 : Une réforme à l'encontre de la pédagogie.

La recherche a montré que l'enseignement en groupes de niveaux a **des effets délétères sur le niveau moyen des élèves** et ne profite qu'à ceux qui sont déjà les plus performants et s'en sortiront bien dans tous les cas. C'est l'hétérogénéité des classes qui permet l'élévation du niveau moyen, car les plus fragiles ont l'exemple des élèves moteurs, et ces derniers peuvent progresser en aidant les plus fragiles: chacun a quelque chose à apprendre de l'autre.

Avec la **suppression progressive de l'A.P. en français et mathématiques** (6è et 5è à la rentrée 2024 puis 4è et 3è à la rentrée 2025), la majorité des élèves n'auront plus jamais d'heures d'enseignements en demi-groupes dans ces disciplines.

De plus, **en raison du manque de moyens, les options et aménagements seront amenés à disparaître dans les années à venir afin de financer la mise en place des groupes de besoins**. Sont ainsi menacés : la DNL, l'A.P. en histoire-géographie en 6ème, les enseignements Langues et Cultures Européennes allemand et espagnol, Langues et Cultures Antiques, les demi-groupes en sciences, la LV2 allemand...

Inconvénient 2 : Une réforme qui désorganise le collège.

L'obligation de constituer des « groupes [...] en fonction des besoins des élèves» en mathématiques et en français sur l'ensemble des niveaux engendrera une détérioration des emplois du temps des élèves.

En raison de la **désorganisation**, le groupe classe n'existe plus en que tel en français et en mathématiques. C'est une casse en profondeur de nos métiers car les professeurs de français et de mathématiques n'auront plus en charge de groupe classe mais des groupes de besoins qui pourraient évoluer en cours d'année. Ils ne pourront plus accomplir sérieusement la **mission de professeur principal** alors qu'on peine déjà à recruter des enseignants qui acceptent cette lourde charge.

Il ne nous sera plus possible d'organiser des projets par classe : Pacte Théâtre (niveaux 5ème et 4ème), Projet mémoire (niveau 3ème), Pacte ART'KEO (niveau 6ème), Parcours spectateurs et sorties culturelles sur temps scolaire, ateliers d'écriture et rencontres avec des auteurs ou des artistes.

Inconvénient 3 : Une réforme qui fragilise les relations interpersonnelles et la construction des élèves.

L'organisation en groupes de niveaux, en cassant les groupes classe (comme cela a déjà été fait au lycée) et leurs dynamiques d'apprentissage, va mettre en danger le vivre ensemble, si important pour la construction des jeunes, et fragiliser les élèves en difficultés qui seront stigmatisés. Cette réforme entraîne un certain nombre de sacrifices sur les choix pédagogiques par manque de moyens et à l'encontre des textes de lois.

Solutions et revendications :

Si l'on voulait réellement aider l'école, il faudrait donner davantage de moyens pour la scolarité des plus fragiles. Or, on constate la suppression de 8000 postes dans le second degré depuis 2017 ainsi qu'un abandon complet de l'éducation prioritaire. Au collège Lamartine, nous perdrons 7h par semaine d'enseignements à la rentrée 2024 après avoir déjà perdu la Technologie en 6ème en 2023.

Nous refusons de trier les élèves dans des groupes, de sacrifier ce qui a été mis en place depuis des années et qu'on nous impose de mettre en œuvre cette réforme rétrograde et injuste qui entrave notre liberté pédagogique et qui donne le coup de grâce à l'Éducation Nationale.

Cette mesure a été rejetée en bloc par tous les syndicats enseignants et des personnels de direction.

Nous exigeons le retrait immédiat de la réforme « Choc des savoirs » et la mise en œuvre d'un vrai plan d'urgence pour l'éducation avec :

- une DGH non diminuée
- la baisse du nombre d'élèves par classe à 25 maximum
- le maintien des projets et activités artistiques et culturels
- des moyens supplémentaires pour le suivi des élèves : la création d'un vrai statut pour les AESH et le recrutement massif de personnels de vie scolaire et médico-sociaux.